

Afrique

Il est moins une à Kinshasa

Mis en ligne le 07/12/2011

Une opinion de **Arnaud ZAJTMAN**, Réalisateur de documentaires sur le Congo et ancien correspondant permanent au Congo pour la BBC et la RTBF (de 2000 à 2010).

Les mots manquent pour qualifier la gravité de la situation qui prévaut actuellement au Congo. La commission électorale congolaise s'apprête à annoncer la victoire du président sortant Joseph Kabila sur la base de résultats frauduleux rejetés par la majorité des Congolais, jetant ainsi les bases du conflit le plus meurtrier qui puisse advenir, celui qui oppose un appareil d'Etat à sa population. L'Occident, qui depuis dix ans dépense plus d'un million de dollars par jour pour la restauration de la paix et de l'Etat de droit au Congo, via la mission de maintien de la paix des Nations unies, s'apprête à valider ces résultats, signant ainsi l'échec de sa propre politique.

Les tendances déjà publiées par la commission électorale qui donnent la victoire à Kabila ne résistent pas à l'analyse. Par exemple, au Katanga, censé être le fief traditionnel de Kabila, la CENI donne près de 90 % des voix à Kabila alors que le jour du scrutin, les chiffres qui parvenaient des bureaux de vote disséminés dans les grandes villes de cette province donnaient seulement une légère avance de Kabila sur son rival Etienne Tshisekedi. Au Kivu, les chiffres donnent une écrasante majorité à Kabila alors que le jour du scrutin, c'est l'opposant Kamerhe qui y était largement en tête.

Dans les provinces de l'ouest et du centre qui ont voté massivement pour Tshisekedi, les chiffres sont incomplets ou peu crédibles. La fraude est grossière et tous les observateurs de la vie politique congolaise le constatent.

En réalité, les journalistes qui ont travaillé sérieusement sur ces élections et ont fait la tournée des bureaux de vote ont noté des tendances lourdes qui augurent de la victoire de Tshisekedi.

La population congolaise non plus n'est pas dupe. Lors des élections de 2006, la capitale Kinshasa n'avait pas plebiscité Kabila. Cependant les Kinois avaient accepté les résultats, comprenant que Kabila avait remporté la majorité des suffrages ailleurs dans le pays. Ils exprimaient ainsi avec sagesse l'espoir que ces élections marquaient le début d'un développement économique au Congo.

Aujourd'hui, les choses sont totalement différentes. Les électeurs congolais savent que Kabila n'a pas remporté l'élection. De plus, les révolutions arabes et, plus au sud du Sahara, le conflit en Côte-d'Ivoire avec l'invalidation par la communauté internationale des résultats frauduleux prononcés par la Cour suprême ivoirienne ont renforcé la conviction des Congolais dans leur lutte pour un Etat de droit.

Par ailleurs, Kabila, qui avait promis lors de son élection "la fin de la récréation", a en réalité bradé les ressources minières du Congo, mettant les entreprises d'Etat, notamment la MIBA, qui possède les immenses mines de diamant au Kasai, et la Gécamines, qui possède les gisements du Katanga, à genoux, créant, selon le

rapport très précis du député britannique Eric Joyce, chef de la commission parlementaire britannique consacrée à l'Afrique centrale, un trou dans la caisse de plus de cinq milliards de dollars en à peine cinq ans, soit autant que le pillage organisé par Mobutu en 32 ans de règne sans partage !

Enfin, les électeurs congolais voient en Tshisekedi un leader charismatique, dont l'intransigeance certes inquiète parfois hommes politiques et diplomates occidentaux habitués à plus de déférence de la part de leurs interlocuteurs congolais, mais qui porte à son crédit le fait d'avoir mené une longue lutte pacifique et sans compromis pour l'émergence d'un Etat de droit au Congo, ce dont aucun autre homme politique congolais ne peut se prévaloir.

Face à cette situation explosive, la question de la position de l'Occident, et plus particulièrement de la Belgique, se pose avec acuité. Il est essentiel pour nos relations futures avec le Congo que la Belgique, elle aussi, réalise que l'époque a changé, et évite l'écueil dans lequel est tombée la France en Tunisie en ne voyant pas la révolution venir et en faisant perdurer un soutien à un régime autoritaire digne d'un autre âge. Rappelez-vous comment l'ambassade française en Tunisie avait ensuite été critiquée par Paris ! On assiste à une situation semblable au Congo, où les ambassadeurs occidentaux soutiennent Kabila face à un Tshisekedi qu'ils jugent imprévisible. Un jugement qui rappelle celui que l'Occident proférait envers le Premier ministre congolais Patrice Lumumba au moment de l'indépendance du Congo.

C'est pourtant en notre nom que les ambassadeurs agissent. Ce sont nos taxes qui leur permettent de mener sous les tropiques un mode de vie dispendieux. Nous avons droit à des explications sur leurs actions. Pourquoi apportent-ils un soutien tacite, sinon actif, au coup de force que prépare Kabila, comme on l'apprend de différentes sources à Kinshasa ? Au nom de quelles valeurs ? De quels intérêts ? Est-ce de nature à sécuriser les intérêts de la Belgique et la présence des ressortissants belges au Congo ? Je ne le crois pas. Au contraire ! Les temps ont changé et il est essentiel que la Belgique le comprenne sans tarder.

Il faut aussi que la Belgique mobilise ses alliés traditionnels au Conseil de sécurité des Nations unies : la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et imprime une politique commune sur le Congo, comme elle l'a fait avec succès lors du tortueux processus politique qui a mené aux élections de 2006 au Congo. Il faut faire comprendre de toute urgence à Kabila que son coup de force et les massacres qui s'ensuivront inévitablement ne seront pas avalisés et qu'il est de son intérêt de sortir par la grande porte tant qu'il en est encore temps. Il a l'occasion d'entrer dans l'histoire comme le premier Président ayant permis l'alternance politique au Congo. Cela sera à son crédit et lui permettra peut-être de revenir aux affaires ultérieurement par la voie des urnes, comme on l'a déjà vu ailleurs en Afrique. Lorsque le Congo a traversé des moments difficiles, la Belgique a souvent été en pointe. Il est important qu'il en soit ainsi en ce moment crucial et que notre ministre des Affaires étrangères agisse.

Il en va de l'avenir du Congo et de l'avenir de nos relations avec le pays africain le plus peuplé appelé, s'il est bien géré, à devenir un pôle de développement pour l'Afrique et d'expansion économique pour l'Europe.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>